



# Aristide, Jean-Bertrand

*Belleau, Jean-Philippe*

*mardi 15 dcembre 2009*

[Stable URL: http://www.massviolence.org/Article?id\\_article=475](http://www.massviolence.org/Article?id_article=475)

[PDF version: http://www.massviolence.org/PdfVersion?id\\_article=475](http://www.massviolence.org/PdfVersion?id_article=475)

Issu de la petite bourgeoisie rurale de Port-Salut, dans le sud-ouest du pays, Jean-Bertrand Aristide (1953-) fit des études religieuses et fut ordonné prêtre en 1982. Salésien, proche de la Théologie de la Libération, il prononça des homélies dénonçant la misère du peuple et mettant en cause le régime des Duvaliers et les élites économiques du pays. Devenu la cible des secteurs conservateurs et Duvaliéristes, il échappa de justesse à une tentative d'assassinat le 11 septembre 1988, dans son église de Saint-Jean Bosco. Son aura de défenseur des pauvres et des opprimés croît alors dans tous les secteurs de la population. Sa pensée sociale et sa philosophie sont présentées dans plusieurs ouvrages publiés chez Seuil, dont *Tout homme est un homme* (1992) et *Dignité* (1994).

Il devient le candidat de l'opposition aux élections de 1990 et fut élu Président le 16 décembre 1990 avec 65 % des suffrages (estimation de la mission d'observation de l'OEA, la seule disponible puisque l'administration électorale ne parvint pas à compter la totalité des bulletins). L'armée le renverse le 30 septembre 1991 et instaure un régime de terreur qui provoqua un embargo international. En exil, le président Aristide continue à bénéficier du soutien massif des secteurs les plus défavorisés de la population et est restauré dans ses fonctions en octobre 1994, suite aux pressions internationales et internes, qui amenèrent le président américain William Clinton, soutenu par l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Organisation des États Américains (OEA), à envoyer une force d'intervention armée en Haïti. À son retour, Aristide abolit les Forces Armées D Haïti (FADH), qui sont remplacées par une Police Nationale Haïtienne.

Empêché constitutionnellement de se représenter immédiatement après son premier mandat, Aristide *adoube* son *marassa* (jumeau) en politique, René Garcia Préval, qui est élu au premier tour en décembre 1995. Jean-Bertrand Aristide revient à la présidence après des comices controversés en décembre 2000. Il doit alors faire face à un embargo de l'aide internationale, suite aux irrégularités électorales commises lors des élections sénatoriales de mai 2000. Le pays est confronté à la détérioration de la situation économique. Environ vingt mille personnes, principalement issues des classes moyennes, émigrent au Canada pendant les trois premières années de son deuxième mandat. La criminalité et la délinquance s'articulent à la « désinstitutionnalisation de l'État » (L.Hurbon, 2001) par l'État. Il est accusé d'instrumentaliser et de faire armer les *chimères* (*chimé*) les groupes fluides de délinquants issus des bidonvilles de la capitale, qui sèment la terreur dans la population et parmi les opposants politiques.

À partir de 2002, il doit faire face à une opposition issue non seulement de la classe moyenne et des secteurs aisés mais également, cette fois, de milieux populaires, notamment des paysans du Centre du pays et des étudiants haïtiens qui manifestent régulièrement dans les rues de Port-au-Prince. Le 5 décembre 2003, des groupes de *chimères* attaquent le campus de la Faculté des Sciences Humaines, blessant étudiants et professeurs.

En janvier 2004, une insurrection armée partie des Gonaïves et constituée d'anciennes *chimères* de Raboteau (*l'armée canibale*), d'anciens soldats des FADH et d'anciens commissaires de police, se répand dans le pays. La diplomatie américaine et française presse Aristide de s'exiler, ce qu'il fait le 28 février 2004. Il est alors privé de ses soutiens internationaux, hormis dans certains secteurs de la gauche américaine qui continue de voir en lui le Hérault des « masses ». (En contraste, la gauche intellectuelle française appuie, voir même influence la position de son gouvernement vis-à-vis du Président Aristide). Son départ en exil fait l'objet de controverses, ses partisans et lui-même affirmant qu'il a été enlevé par le gouvernement des États-Unis.

Le livre du sociologue Alex Dupuy (2007) analyse en détail la vie et la trajectoire politique de Jean-Bertrand Aristide.